



## Bourse Uemoa

**La BRVM ouvre sa séance du Jour**  
*La Bourse Régionale des valeurs mobilières (BRVM) ouvre sa séance de cotation du jour ...* • (Page 07)

## Commerce

**Trump rompt les négociations avec le Canada**

*Donald Trump a décidé de rompre immédiatement les négociations commerciales avec le Canada, accusant une nouvelle fois vendredi les autorités canadiennes ...* • (Page 08)

## France

**La valeur des participations de l'État progresse cette année**

*La valorisation du portefeuille de participations de l'État français atteignait 209,1 milliards d'euros à la mi-2025, ...* • (Page 08)

## Office Togolais des Recettes

# Yawa Djigbodi Tsègan prend les commandes de l'OTR

• (Page 03)

## Budgétisation verte Fin de la mission congolaise au Togo

*Du 20 au 24 octobre 2025, une délégation congolaise a séjourné à Lomé dans le cadre d'une mission d'échanges et de partage d'expériences sur la budgétisation ...* • (Page 02)

## UMOA-Titres

**Le Togo lève 27,5 milliards FCFA sur le marché financier régional**

*La Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique du Togo a de nouveau séduit les investisseurs régionaux. Lors de son ...* • (Pages 04)

## Agriculture et sécurité alimentaire

**14 millions USD pour les pays à faible revenu en Afrique**

*Le Programme mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire (GAFSP) a annoncé une première allocation de 14 millions de dollars de capital de ...* • (Page 05)

## Commercialisation du soja

**La vente de la graine officialisée à 220 FCFA le kilogramme**

*Le prix d'un kilogramme de la gaine de soja pour la campagne 2025-2026 est de 220F CFA brochant (prix officiel, mais qui peut être revue légèrement à ...* • (Page 11)



## Commerce & industrie

• (Page 04)

# La CCI-Togo et la Malaisie explorent des pistes de collaboration



**Rebrand**  
YOUR LEADERSHIP

**DU LEADERSHIP A LA GOUVERNANCE ET AUX PERFORMANCES COMMERCIALES DANS LES ORGANISATIONS ET ENTREPRISES AFRICAINES.**

**SAM 06**  
DÉC 2025

**9H00-22H30**

**HÔTEL SAKAWA**  
LOME-TOGO

Thème



Budgétisation verte

Fin de la mission congolaise au Togo

Du 20 au 24 octobre 2025, une délégation congolaise a séjourné à Lomé dans le cadre d'une mission d'échanges et de partage d'expériences sur la budgétisation sensible au climat (BSC). Cette rencontre, marquée par des travaux techniques, des visites de terrain et des sessions d'apprentissage, a permis au Congo de s'inspirer du modèle togolais, reconnu comme une référence régionale en matière d'intégration des enjeux environnementaux dans les politiques publiques.

● Junior Aredola

La capitale togolaise a accueilli pendant cinq jours une importante délégation venue de la République du Congo pour une session de partage d'expériences sur la budgétisation sensible au climat, une approche qui consiste à intégrer les considérations environnementales et climatiques dans les décisions budgétaires et les politiques économiques. À l'issue des travaux, la rencontre s'est achevée le 24 octobre 2025 sur une note de satisfaction partagée. Les deux pays ont réaffirmé leur engagement à renforcer leur coopération dans ce domaine crucial pour le développement durable et la résilience climatique. Selon Berthin Kiba, Directeur des Études et de la Planification au ministère congolais de l'Économie, « la délégation congolaise est venue s'inspirer de l'expérience du Togo en matière de budgétisation sensible au climat et à l'environnement ». Les échanges ont été qualifiés de fructueux et constructifs, tant par la qualité des interventions que par la richesse des outils partagés. Le Togo, pionnier dans ce domaine en Afrique de l'Ouest, a ainsi mis à disposition du Congo son savoir-faire technique, les outils



de planification budgétaire verte, et les cadres méthodologiques déjà éprouvés.

Un modèle togolais qui inspire l'Afrique

Depuis plusieurs années, le Togo a fait de la budgétisation sensible au climat un pilier de sa stratégie de développement durable. En intégrant les considérations climatiques dans son processus budgétaire, le pays s'assure que chaque franc investitienne compte des impératifs de préservation de l'environnement et de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Cette approche a valu au Togo une reconnaissance internationale et en a fait un modèle d'inspiration pour de nombreux pays africains. Les experts congolais ont pu découvrir comment le Togo applique concrètement cette démarche dans la planification des dépenses publiques, l'évaluation des impacts environnementaux et la priorisation des investissements

écologiques. Comme l'a souligné Ludovic Otion Tsourou, Directeur de la Programmation et de la Budgétisation des Investissements Publics du Congo, « nous avons reçu de la part de nos amis togolais des enseignements riches, des outils et des méthodologies utiles pour nos propres réformes. » Les participants congolais ont également été impressionnés par l'aspect scientifique et environnemental des formations reçues. Ils ont notamment appris, à travers les échanges avec les experts du ministère togolais de l'Environnement, des notions essentielles sur la préservation de la biodiversité — comme le rôle écologique de la baleine dans l'absorption du carbone — illustrant le lien direct entre gestion des ressources naturelles et lutte contre le changement climatique. Cette mission d'échanges s'inscrit dans une dynamique plus large de coopération Sud-Sud, où les pays africains partagent leurs expériences, mutualisent leurs compétences et bâtissent ensemble des solutions adaptées à leurs contextes. Après une mission similaire du Cameroun quelques mois plus tôt, la venue du Congo confirme l'intérêt croissant pour le modèle togolais de budgétisation verte.



Image du jour



● Plus grande agence de développement du système des Nations Unies, le PNUD exerce dans plus de 170 pays.

AUX DÉCIDEURS ...  
Nouvelle ère pour l'OTR

En confiant à Chantal Yawa Djigbodi Tsègan la direction de l'Office Togolais des Recettes (OTR), le Togo ne procède pas seulement à un changement de leadership : il réaffirme une orientation claire vers la modernisation, la performance et la souveraineté budgétaire. Première femme à occuper ce poste stratégique, Mme Tsègan incarne à la fois la continuité d'une réussite et l'ouverture d'un nouveau cycle pour une institution devenue pilier de la stabilité financière nationale.

Succédant à Philippe Kokou Tchodié, dont la gestion a été marquée par une croissance soutenue des recettes publiques (près de 1 000 milliards FCFA collectés en 2023), Mme Tsègan prend les rênes d'une institution solide, mais à un moment charnière.

Sous le sceau d'une réforme adoptée en avril 2025, l'OTR s'apprête à approfondir sa mutation vers un modèle plus transparent, plus digitalisé et plus proche des contribuables.

L'arrivée de Yawa Tsègan à la tête de l'OTR dépasse la simple dimension administrative. C'est un signal politique et institutionnel fort : celui de la confiance accordée à une femme d'expérience, à la fois technicienne aguerrie et figure respectée du dialogue républicain.

Son parcours, entre l'Assemblée nationale et les hautes sphères gouvernementales, atteste d'une connaissance fine des enjeux fiscaux et de la mécanique budgétaire.

À travers elle, l'administration togolaise confirme son ancrage dans la modernité : une gouvernance inclusive, tournée vers la performance, mais aussi consciente de la dimension humaine de l'action publique.

Son appel à l'unité, à l'innovation et à la redevabilité au sein de l'Office sonne comme un rappel des valeurs fondatrices de l'OTR, au-delà des objectifs chiffrés.

Le ministre des Finances, Essowè Georges Barcola, a rappelé à juste titre que l'administration fiscale doit rester au service du citoyen et de l'entreprise, tout en demeurant un levier de croissance pour l'État. Ces chantiers exigent rigueur, écoute et vision stratégique.

Or, Mme Tsègan en a fait le cœur de son engagement : « un honneur et un appel au devoir », selon ses propres mots. Sa mission s'inscrit donc dans une double exigence : poursuivre la performance tout en humanisant la fiscalité.

L'objectif de 1 200 milliards FCFA de recettes en 2025 n'est pas qu'une ambition comptable : c'est l'expression d'un choix politique, celui de financer le développement par l'effort national.

Et dans ce processus, l'OTR occupe une place centrale, à la fois comme outil de souveraineté et vecteur de confiance entre l'État et les citoyens.

L'accession de Yawa Tsègan à la tête de l'Office Togolais des Recettes ouvre une nouvelle ère de leadership équilibré, entre rigueur technique et sens politique, entre performance économique et justice sociale.

C'est aussi un symbole fort de la promotion du leadership féminin dans les plus hautes fonctions de l'État — preuve que la compétence n'a ni genre ni frontière.

La nouvelle ère de l'OTR ne se joue pas seulement sur les chiffres, mais sur la capacité à incarner la confiance, à conjuguer exigence et proximité, à faire de chaque contribuable un partenaire du développement. Sous le leadership de Yawa Tsègan, le Togo confirme qu'il avance — avec méthode, avec vision, et surtout, avec foi dans la compétence et l'intégrité comme moteurs du changement durable.

M.T

Le Togo en chiffres

DEMOGRAPHIE

|                                                                     | Pays     | Afrique de l'Ouest | Afrique subsaharienne |
|---------------------------------------------------------------------|----------|--------------------|-----------------------|
| Population (NU, 2023)                                               | 9,3 M    | 446 M              | 1,2 Md                |
| Taux de croissance démographique (NU, 2023)                         | 2,3%     | 2,3%               | 2,6%                  |
| Population en 2050 (estimations NU, 2023)                           | 15,6 M   | 735 M              | 2,1 Mds               |
| Taux de fertilité (NU, 2023)*                                       | 4,2      | 4,4                | 4,3                   |
| Mortalité infantile des enfants de moins de 1 an (NU, 2023)**       | 41       | 60                 | 48                    |
| Taux de natalité chez les femmes âgées de 15 à 19 ans (2023, NU)*** | 77,1     | 91,2               | 94,4                  |
| Part de la population âgée de moins de 15 ans (NU, 2023)            | 39,9%    | 41,5%              | 41%                   |
| Espérance de vie à la naissance (NU, 2023)                          | 62,7 ans | 58,3 ans           | 62,1 ans              |
| Part de la pop. urbaine (NU, 2023)                                  | 44,5%    | 49,5%              | 43,1%                 |

\* Nombre d'enfants par femme. \*\* Nombre de décès pour 1000 enfants. \*\*\* Nombre de naissances pour 1000 femmes.

● Source : [tresor.economie.gouv.fr](https://tresor.economie.gouv.fr)

Office Togolais des Recettes

Yawa Djigbodi Tsègan prend les commandes de l'OTR

L'Office Togolais des Recettes (OTR) a un nouveau visage à sa tête. Ce vendredi 24 octobre 2025, Chantal Yawa Djigbodi Tsègan a officiellement pris fonction en tant que Commissaire Générale, succédant à Philippe Kokou Tchodié, après six années marquées par des performances notables dans la mobilisation des ressources publiques.

• Joël Yanclo

La cérémonie de pas-sation de charges, présidée par le ministre des Finances et du Budget, Essowè Georges Barcola, ouvre un nouveau chapitre pour l'administration fiscale et douanière togolaise. Dans une atmosphère empreinte de solennité et d'émotion, la solennité organisée au siège de l'OTR à Lomé, a consacré le passage de témoin entre deux figures majeures de l'administration publique. Yawa Tsègan, ancienne présidente de l'Assemblée nationale et ex-ministre de l'Urbanisme et de l'Habitat, devient ainsi la première femme à diriger l'institution en charge de la collecte des recettes fiscales, douanières et locales. Dans son allocution de prise de fonction, la nouvelle Commissaire Générale a salué la vision du Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, qui lui confie la responsabilité de diriger un organe de haute importance dans la stratégie économique nationale. « Cette reconnaissance est à la fois un honneur et un appel au devoir, celui de poursuivre avec enga-



gement et rigueur la mission stratégique de l'OTR : mobiliser efficacement les ressources publiques dans un esprit d'équité, de transparence et de performance », a-t-elle déclaré. Mme Tsègan a également rendu hommage à son prédécesseur, le Dr Philippe Kokou Tchodié, dont la gestion a permis d'enregistrer des progrès significatifs en matière de recettes intérieures. Elle a exhorté l'ensemble des agents de l'Office à œuvrer dans un esprit d'unité, d'innovation et de redevabilité, afin de bâtir une administration exemplaire au service du développement du Togo. Sous le mandat de M. Tchodié, les recettes fiscales ont connu une progression constante : 779,6 milliards FCFA en 2021, 865,3 milliards en 2022 et 990,1 milliards en 2023, soit un taux de réalisation de 108,6 % de l'objectif annuel. À fin août 2025, l'Office avait déjà col-

lecté 737,2 milliards FCFA, représentant 61 % de la prévision budgétaire annuelle fixée à 1208,4 milliards FCFA. Ces performances traduisent la solidité du modèle fiscal togolais et les efforts conjugués des services de l'OTR pour élargir l'assiette et améliorer la conformité fiscale.

Sous le sceau de la modernisation

L'arrivée de Yawa Tsègan à la tête de l'OTR intervient dans un contexte de restructuration profonde du cadre juridique et institutionnel de l'Office. La loi du 1er avril 2025 redéfinit en effet les missions et la gouvernance de l'institution, tout en plaçant la performance, la transparence et la qualité du service au cœur de son action. Cette

réforme traduit la volonté du gouvernement de renforcer la mobilisation des ressources internes — un pilier de la politique de souveraineté économique du pays. En effet, la résilience budgétaire du Togo repose de plus en plus sur une gestion efficace des recettes domestiques, en cohérence avec la stratégie nationale de développement et la nouvelle

orientation institutionnelle de la V<sup>e</sup> République. En tant qu'ancienne haute responsable parlementaire et spécialiste des questions fiscales, Mme Tsègan dispose d'un profil équilibré entre compétence technique et expérience politique, deux atouts essentiels pour piloter les chantiers à venir.

Défis prioritaires

La digitalisation accrue des procédures fiscales et douanières, le renforcement de la lutte contre la fraude et la corruption, l'amélioration du service aux contribuables et usagers, la consolidation du dialogue entre l'administration et le secteur privé. Le ministre des Finances et du Budget, Essowè Georges Barcola, a salué la continuité des efforts de modernisation engagés par l'OTR : « Nous attendons de cette nouvelle équipe qu'elle poursuive avec détermination la dynamique de performance, pour une administration plus proche des citoyens et des entreprises », a-t-il souligné.

Moteur de la souve-

raineté financière du Togo

L'Office Togolais des Recettes regroupe les administrations fiscale et douanière dans un modèle intégré visant à améliorer l'efficacité du recouvrement et la transparence dans la gestion des recettes. Ses principales missions consistent à asseoir, administrer et recouvrer les impôts, taxes et droits de douane, à lutter contre la fraude fiscale et la corruption, et à assurer un service de qualité aux contribuables. Dans un contexte économique mondial incertain et face aux besoins croissants de financement des politiques publiques, le Togo place la mobilisation des recettes internes au cœur de sa stratégie de développement. L'objectif affiché pour 2025 — plus de 1200 milliards FCFA de recettes — illustre cette ambition nationale de renforcement de la souveraineté financière.



Le Togo en chiffres

|                                                                          | 2023     | 2024     |
|--------------------------------------------------------------------------|----------|----------|
| Croissance du PIB réel (FMI)                                             | 5,6 %    | 5,3 %    |
| Croissance du PIB réel par habitant (FMI)                                | 3,1 %    | 2,8 %    |
| Taux d'inflation moyen annuel (FMI)                                      | 5,3 %    | 2,7 %    |
| Solde budgétaire global, dons compris (en % du PIB, FMI)                 | -6,7 %   | -4,9 %   |
| Dette publique (en % du PIB, FMI)                                        | 68,0 %   | 69,7 %   |
| Recettes publiques (en % du PIB, FMI)                                    | 19,8 %   | 19,0 %   |
| Solde courant externe (en % du PIB, FMI)                                 | -2,9 %   | -3,0 %   |
| Réserves en mois d'importations (FMI, Regional Economic Outlook) (UEMOA) | 3,2 mois | 3,3 mois |



Commerce & industrie

La CCI-Togo et la Malaisie explorent des pistes de collaboration

La Chambre de Commerce et d'Industrie du Togo (CCI-Togo) a reçu, le jeudi 23 octobre, le Chargé d'Affaires de la Malaisie au Togo pour une visite de courtoisie axée sur le renforcement des liens économiques, commerciaux et industriels entre les deux nations. Cette rencontre marque une nouvelle étape dans la dynamique d'ouverture du Togo vers l'Asie du Sud-Est et la diversification de ses partenariats stratégiques.

● Joël Yanclo

Accueilli par le Commissaire BEKLEY Ezzo-Byou, en charge du secteur de l'industrie, et le Commissaire aux Affaires Régionales, ASSIGNON Komlan, le diplomate malaisien a eu des échanges approfondis avec les membres du Bureau de la CCI-Togo. Les discussions ont porté sur la croissance des relations commerciales entre les deux pays, estimée à 227 millions de dollars, soit une hausse de 30 % par rapport à l'année précédente. Cette progression s'explique par la complémentarité des échanges : la Malaisie exporte vers le Togo des produits électroniques et pétroliers raffinés, tandis que le Togo expédie du café, du cacao et des produits agricoles vers la Malaisie. Les deux parties ont exprimé leur volonté de renforcer ce partenariat en misant sur la valeur ajoutée et la transformation locale. Au cœur des échanges figuraient également des projets stratégiques en lien avec la gestion portuaire et la logistique, deux domaines clés de la stratégie nationale visant à faire du Togo un hub logistique de référence en Afrique de l'Ouest. Le diplomate a souligné la qualité des infrastructures togolaises et la stabilité institutionnelle du pays, des atouts favorables à l'investissement étranger.

Partenariat prometteur autour de l'agro-industrie et du halal

L'un des points saillants



de la rencontre a concerné le secteur agricole, avec un accent particulier sur l'huile de palme. Deuxième producteur mondial, la Malaisie a exprimé sa disponibilité à accompagner le Togo dans le développement durable de cette filière, en mettant l'accent sur la productivité, la transformation locale et l'exportation vers les marchés régionaux et internationaux. Le diplomate malaisien a également présenté les opportunités offertes par l'économie du halal, un secteur en forte croissance mondiale, évalué à plus de 2 500 milliards de dollars selon les estimations internationales. La Malaisie, leader mondial dans ce domaine, souhaite partager son savoir-faire réglementaire et industriel avec le Togo, notamment dans les secteurs du tourisme, de la cosmétique et de l'agroalimentaire. Dans cette perspective, la CCI-Togo a été invitée à participer à la prochaine conférence internationale sur le halal, une plateforme d'échanges qui pourrait ouvrir la voie à de nouvelles formes de coopération et d'investissement. Enfin, le diplomate a annoncé son intention de revenir prochainement au Togo accompagné d'une mission

d'hommes d'affaires malaisiens pour visiter la Plateforme Industrielle d'Adetikopé (PIA), symbole du nouveau visage industriel du pays et véritable moteur de la transformation locale.

Ouverture économique

La CCI-Togo sous la houlette de son équipe dirigeante multiplie des partenariats bilatéraux afin de diversifier les marchés et de stimuler l'investissement étranger au profit des entreprises togolaises. Les Commissaires de la CCI-Togo ont profité de cette rencontre pour présenter la vitalité du secteur privé togolais, les réformes entreprises pour améliorer le climat des affaires, ainsi que les missions d'appui de la Chambre dans le renforcement des capacités des entrepreneurs. Ils ont proposé l'organisation d'une Journée économique Togo-Malaisie et la mise en place de missions économiques croisées afin de permettre aux opérateurs des deux pays d'identifier concrètement les opportunités de partenariat et d'investissement.



UMOA-Titres

Le Togo lève 27,5 milliards FCFA sur le marché financier régional

La Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique du Togo a de nouveau séduit les investisseurs régionaux. Lors de son émission mixte du 24 octobre 2025, le pays a mobilisé 53,32 milliards FCFA de soumissions, pour un objectif initial de 25 milliards, avant de retenir 27,5 milliards FCFA, soit un taux de couverture de 213,31 %.

● Wilson Lawson

L'opération du 24 octobre 2025, conduite sur le marché financier régional de l'UMOA-Titres, s'inscrit dans le cadre du programme annuel d'émissions du Togo, piloté par le ministère de l'Économie et des Finances. L'État recherchait 25 milliards FCFA à travers une émission mixte de Bons Assimilables du Trésor (BAT) et d'Obligations Assimilables du Trésor (OAT). Mais face à la forte demande, atteignant plus de 53 milliards FCFA, le Trésor a décidé de retenir 27,5 milliards, soit un montant supérieur à l'objectif initial. Cette performance témoigne de la confiance accrue des investisseurs régionaux dans le profil de risque maîtrisé du Togo et la crédibilité de sa politique budgétaire. Selon plusieurs analystes du marché, le pays bénéficie d'un profil de crédit stable, soutenu par une gestion prudente de la dette, une croissance économique soutenue et un engagement ferme envers la discipline budgétaire. Le recours au marché des titres publics de l'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA) constitue, pour le Togo, un instrument stratégique de financement. Il permet au gouvernement de mobiliser des ressources à court, moyen et long termes pour répondre à ses besoins budgétaires et soutenir les projets structurants du pays.



plaine budgétaire. Le recours au marché des titres publics de l'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA) constitue, pour le Togo, un instrument stratégique de financement. Il permet au gouvernement de mobiliser des ressources à court, moyen et long termes pour répondre à ses besoins budgétaires et soutenir les projets structurants du pays.

Pour la transformation économique du Togo

Les Bons Assimilables du Trésor (BAT), à court terme, servent essentiellement à gérer la trésorerie courante de l'État, tandis que les Obligations Assimilables du Tré-

sor (OAT), de maturité plus longue, sont orientées vers le financement de projets économiques à fort impact. Les 27,5 milliards FCFA mobilisés lors de cette opération devraient ainsi contribuer à financer des investissements prioritaires dans des secteurs tels que les infrastructures, l'agriculture, l'énergie et la santé. Ces domaines constituent le socle de la transformation structurelle prônée par le gouvernement togolais dans le cadre de la Feuille de route gouvernementale 2025. En parallèle, cette performance renforce la visibilité du Togo sur le marché régional, où le pays s'est imposé comme un émetteur régulier et crédible. Avec l'appui de l'Agence UMOA-Titres, qui supervise la bonne gouvernance du marché, ces émissions constituent également des opportunités d'investissement sûres pour les institutions financières régionales, tout en renforçant l'intégration économique sous-régionale.

Protection de l'environnement

Le Togo crée une cellule nationale de veille climatique

Le ministère de l'Environnement, des Ressources forestières, de la Protection côtière et du Changement climatique a annoncé la création d'une cellule nationale de veille climatique. L'initiative, portée par le nouveau ministre, Dodzi Kokoroko, vise à renforcer la résilience nationale et à éclairer la prise de décision face aux enjeux climatiques.

Concrètement, cette cellule aura pour mission d'assurer la surveillance, l'analyse et la diffusion des informations relatives aux phénomènes et impacts du changement climatique. Elle veillera également à la mise en œuvre des dispositions de la Convention sur le climat au niveau national, et à l'organisation de la participation du Togo aux rencontres internationales sur le sujet. La nouvelle entité s'emploiera à collecter et analyser les données météorologiques, climatiques et environnementales fournies par les services techniques et



les partenaires. Les informations produites permettront au pays d'anticiper certains phénomènes environnementaux et d'orienter les politiques publiques vers une gestion durable des ressources naturelles, la prévention des catastrophes et un aménagement équilibré du territoire. Cet organe contribuera également à la produc-

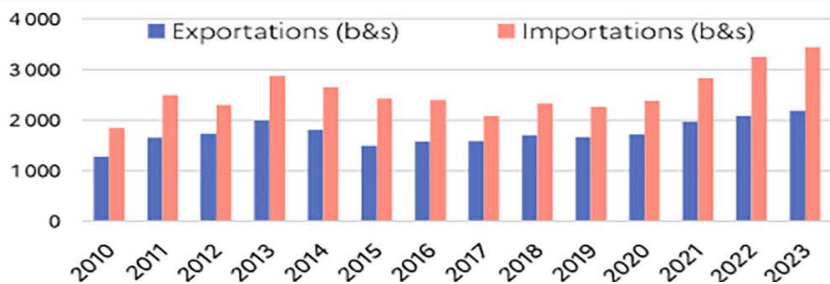
tion de connaissances endogènes sur le climat togolais. À terme, le dispositif devrait renforcer la crédibilité du Togo auprès des partenaires techniques et financiers, en soutenant notamment l'accès aux financements climatiques internationaux. La création de cette cellule s'ajoute aux initiatives déjà engagées par le gouvernement pour la protection de l'environnement, notamment le programme national de reboisement qui prévoit la plantation d'un milliard d'arbres à l'horizon 2030.

Avec Togo First

Le Togo en chiffres

Commerce extérieur du Togo (M USD, Banque Mondiale)

|                                        | 2021  | 2022    | 2023    |
|----------------------------------------|-------|---------|---------|
| Exportations de biens et services (BM) | 1 971 | 2 091   | 2 192   |
| Importations de biens et services (BM) | 2 833 | 3 259   | 3 441   |
| Balance des biens et services (BM)     | - 861 | - 1 167 | - 1 249 |



● Source : [tresor.economie.gouv.fr](https://tresor.economie.gouv.fr)

# TOUTE L'ACTUALITÉ ECONOMIQUE DU TOGO ET D'AILLEURS



» **Couverture médiatique**



» **Insertion publicitaire**



» **Publi-reportage ...**

Accédez à notre **Site Web** et tenez vous  
informé en temps réel de toute l'actualité !!

... *L'économiste du Togo, le journal des décideurs* ...

Agriculture et sécurité alimentaire

14 millions USD pour les pays à faible revenu en Afrique

Le Programme mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire (GAFSP) a annoncé une première allocation de 14 millions de dollars de capital de dérisquage dans le but de débloquer 200 millions de dollars du secteur privé pour améliorer la sécurité alimentaire dans les pays à faible revenu en Afrique. L'allocation est destinée à son nouveau guichet de financement du secteur privé au sein du Groupe de la Banque africaine de développement.

● Junior Aredola

Le GAFSP fournit des ressources financières et techniques — notamment des dons, des financements concessionnels mixtes, une assistance technique et des services de conseil — aux pays les plus pauvres du monde pour soutenir des projets tout au long de la chaîne de valeur de l'agriculture. Ce nouveau guichet, le Business Investment Financing Track (Guichet de financement de l'investissement dans les entreprises, BIFT de son acronyme en anglais) a été lancé en 2024 comme guichet de financement du secteur privé de deuxième génération du GAFSP. Il combine les dons et les financements concessionnels du programme avec les financements des banques multilatérales de développement pour catalyser le financement du secteur privé en faveur des petits exploitants agricoles, des groupements de producteurs, des entreprises agro-industrielles et des start-ups. Cette première allocation du guichet servira à la création d'un Mécanisme de partage des risques pour les intrants agricoles — un fonds de 200 millions de dollars qui sera hébergé par la



Banque africaine de développement, avec une tranche de dix millions de dollars de capital de dérisquage. Un montant supplémentaire de quatre millions de dollars sous forme de dons financera l'assistance technique destinée à catalyser jusqu'à deux cents millions de dollars de prêts au secteur privé pour les petites et moyennes entreprises agricoles en Éthiopie, en Ouganda, en Tanzanie, au Malawi et en Zambie. Le Mécanisme de partage des risques pour les intrants agricoles s'efforcera d'inciter les banques locales à accorder des crédits aux fournisseurs d'intrants agricoles. Les petits exploitants agricoles et les entreprises agroalimentaires en phase de démarrage dans les pays fragiles et à faible revenu ont du mal à accéder au crédit, à l'assurance et au capital d'investissement en raison d'une perception élevée du risque, ce qui limite leur capacité à répondre à l'augmentation de la demande de denrées

alimentaires. Le Mécanisme de partage des risques pour les intrants agricoles, qui sera mis en œuvre par l'African Trade and Investment Development Insurance — une institution panafricaine fournissant une assurance contre les risques politiques et une assurance-crédit aux investisseurs — comblera cette lacune en fournissant des garanties aux institutions financières, une mesure de partage des risques visant à encourager les banques commerciales à accorder des prêts à ces entreprises agro-industrielles mal desservies. « Cette première allocation démontre la volonté des bailleurs de fonds de travailler ensemble dans ce nouveau modèle pour résoudre un défi séculaire du financement des petits exploitants agricoles : le risque », a déclaré Natasha Hayward, responsable de programme au sein du Programme mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire.

Lingerie

Hop Lun fait sa 1ère incursion en Afrique en rachetant trois usines au Maroc

Les transactions permettront au groupe basé à Hong Kong d'améliorer son accès aux marchés européens où les produits d'habillement estampillés « Made in Morocco » profitent d'une exemption totale des droits de douane et des taxes d'effet équivalent.

Hop Lun, un groupe chinois spécialisé dans la fabrication de lingerie féminine, a annoncé, le vendredi 17 octobre 2025, la signature de deux accords pour l'acquisition de trois usines au Maroc auprès de deux acteurs de référence du secteur dans ce pays d'Afrique du Nord. Le premier rachat concerne Tobago, un fabricant marocain de corseterie, lingerie et maillots de bain, qui fournit principalement des enseignes françaises et européennes desservant une clientèle mondiale, selon un communiqué publié par Hop Lun. Fondée en 1996, cette société exploite une usine de 3000 m², qui produit environ 1 million de pièces par an. Le deuxième accord porte sur l'acquisition des activités

marocaines du groupe français Chantelle, en l'occurrence les usines Famaco et Atma, qui produisent environ 1,4 million de pièces par an. Chantelle, qui s'est forgé une grande réputation dans le monde de la lingerie de luxe, continuera à s'approvisionner auprès de Hop Lun après la clôture de la transaction, a précisé le groupe chinois, indiquant que les deux transactions devraient être finalisées au cours du quatrième trimestre 2025. Les trois sites de production, qui emploient ensemble 800 personnes, permettront à Hop Lun de profiter d'une nouvelle plateforme industrielle au Maroc et d'un accès privilégié aux marchés européens, étant donné que l'accord de libre-échange conclu entre le royaume ché-

rifien et l'Union européenne couvre les produits d'habillement. « Cette acquisition reflète notre confiance dans la force et le potentiel de la main-d'œuvre locale, ainsi que notre enthousiasme face aux opportunités qui s'offrent à nous. Le Maroc offre une plateforme dynamique pour la croissance, et nous sommes déterminés à investir dans son avenir », a déclaré le président exécutif du groupe, Erik Ryd, cité dans le communiqué. Basé à Hong Kong, Hop Lun possède des sites de production au Bangladesh, en Chine et en Indonésie qui fabriquent des produits pour plusieurs enseignes internationales ainsi que pour les propres marques du groupe.

Avec Agence Ecofin

Energie hors réseau

Inspired Evolution nommé gestionnaire de fonds pour Zafiri

Le Groupe de la Banque africaine de développement, la Société financière internationale (SFI) et des organisations partenaires ont annoncé, aujourd'hui, le mandat d'Inspired Evolution en tant que gestionnaire de fonds pour Zafiri, un nouveau véhicule d'investissement en capitaux propres dédié aux énergies renouvelables décentralisées (DRE).

● Vivien Atakpabem

Zafiri cible les énergies renouvelables à petite échelle et décentralisées afin d'améliorer l'accès à l'électricité et à des solutions de cuisson propres pour des dizaines de millions de personnes en Afrique subsaharienne. Cette annonce souligne le rôle central de Zafiri dans la Mission 300, une initiative conjointe du Groupe de la Banque mondiale et du Groupe de la Banque africaine de développement visant à fournir un premier accès à l'électricité à 300 millions de personnes en Afrique subsaharienne d'ici à 2030. Zafiri s'attaque à l'un des déficits de financement énergétique les plus importants du continent en injectant des capitaux propres à long terme dans des entreprises du secteur des énergies renouvelables distribuées (DRE). Ces entreprises sont essentielles pour l'accès au dernier kilomètre, mais elles demeurent sous-financées par les marchés financiers traditionnels. Parmi les partenaires fondateurs de Zafiri figurent la SFI, la Banque africaine de développement, la Fondation Rockefeller, le Trade and Development Bank Group (TDB Group) et le Fonds nordique de déve-



loppement (NDF). Inspired Evolution est une société panafricaine de capital-investissement axée sur le développement des énergies propres et des solutions climatiques sur le continent. Fondée en 2007 et basée au Cap, la société a financé plus de 10 gigawatts de production d'énergie renouvelable, soutenu 29 entreprises dans 18 pays africains et gère plus de 850 millions de dollars, y compris des co-investissements, grâce à sa gamme de fonds Evolution. « L'un des principaux défis freinant la transition énergétique en Afrique est le manque de financement par capitaux propres pour les entreprises d'énergie distribuée, celles qui développent la production d'électricité et améliorent l'accès à l'énergie pour des millions de personnes », a déclaré Ethiopis Tafara, vice-président de la SFI pour l'Afrique. « Zafiri comble ce "vide intermédiaire" en offrant des capitaux propres à long terme à ces fournisseurs, ce qui contribue à développer des

modèles commerciaux innovants. La SFI est fière de soutenir cette initiative, qui devrait toucher 30 millions de personnes et stimuler la création d'emplois sur le continent. « Avec notre engagement dans la plateforme M300, nous renforçons notre soutien à des solutions efficaces telles que Zafiri. Inspired Evolution apporte une solide expertise en matière d'investissement local et une expérience éprouvée, ce qui en fait un partenaire précieux pour M300 dans la réalisation d'un impact sur le développement par le biais du secteur privé », a ajouté M. Tafara. « En combinant les capitaux de la Banque africaine de développement, notamment notre Fonds pour l'énergie durable en Afrique (SEFA), avec ceux de la SFI et de ses partenaires, Zafiri injectera le capital-risque indispensable pour faire passer le secteur de la DRE à un niveau supérieur en termes de maturité commerciale, d'empreinte opérationnelle et, à terme, d'impact sur les nombreuses communautés situées au-delà du réseau », a déclaré Kevin Kariuki, vice-président du Groupe de la Banque africaine de développement chargé de l'Électricité, de l'Énergie, du Climat et de la Croissance verte.

Nigeria

Moniepoint boucle son financement de 200 millions \$

Ce financement de série C permettra à la fintech nigériane d'étendre ses services de paiements et de crédit aux entreprises et à la diaspora africaine.

La fintech nigériane Moniepoint a levé un financement additionnel de 90 millions \$, portant à 200 millions \$ le montant total de son tour de table de série C. L'annonce a été faite le mardi 21 octobre 2025. L'opération a été menée par le fonds African Development Partners III (ADP III), géré par la firme d'investissement centrée sur l'Afrique, Development Partners International (DPI). Plusieurs autres investisseurs y ont participé. Il s'agit de Leap-Frog Investments, Lightrock, Alder tree investments, le fonds d'investissement pour l'Afrique de Google, Visa, la SFI, Proparco, Swedfund et Verod Capital Management. Les fonds serviront à consolider la position de Moniepoint sur le marché africain et à développer des solutions de transfert de fonds pour la diaspora afri-



caine. Selon son PDG, Tosin Eniolorunda, l'objectif est de « créer une dynamique plus forte » autour de la mission de Moniepoint, qui est de faciliter l'accès aux services financiers pour les populations africaines. Fin octobre 2024, l'entreprise a obtenu la première partie de son financement de série C, d'un montant de 110 millions \$. Les capitaux levés visaient à accélérer sa croissance en Afrique, en créant une plateforme intégrée pour les entreprises africaines de toutes tailles. Fondée en 2015 par Tosin Eniolorunda et Felix Ike sous le nom de TeamApt Inc., elle fournit des solutions numériques aux entre-

prises et aux micro, petites et moyennes entreprises (MPME) du Nigeria. Elle revendique aujourd'hui plus de 10 millions d'utilisateurs actifs (entreprises et particuliers) et déclare traiter plus de 250 milliards \$ de transactions numériques par an. Ses services couvrent les paiements électroniques, la gestion de trésorerie, le crédit, les paiements transfrontaliers et les outils comptables destinés aux entreprises. Depuis août 2023, Moniepoint opère également dans les services bancaires aux particuliers via sa filiale Moniepoint Micro-finance Bank.

Avec Agence Ecofin



# BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

vendredi 24 octobre 2025

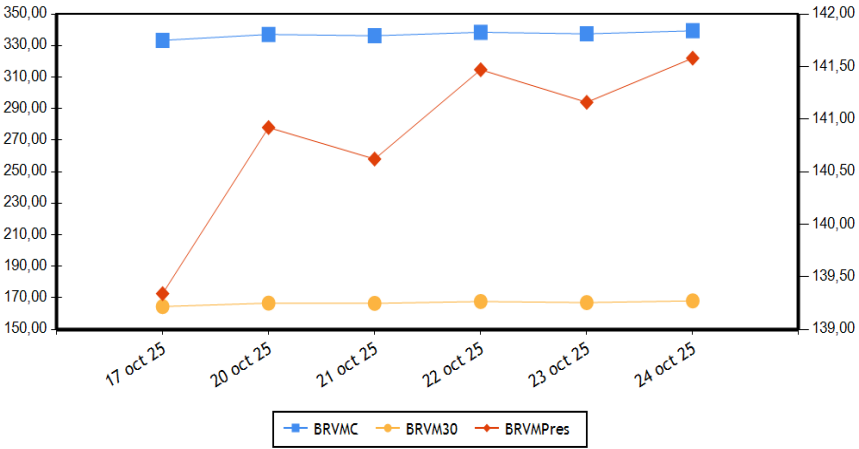
N° 202

|                    |         |
|--------------------|---------|
| BRVM COMPOSITE     | 339,36  |
| Variation Jour     | 0,59 %  |
| Variation annuelle | 22,95 % |

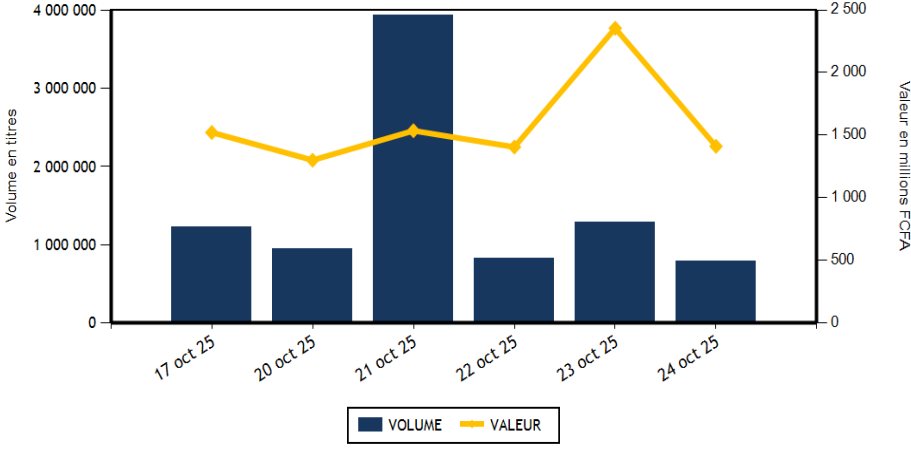
|                    |         |
|--------------------|---------|
| BRVM 30            | 168,06  |
| Variation Jour     | 0,65 %  |
| Variation annuelle | 21,13 % |

|                    |         |
|--------------------|---------|
| BRVM PRESTIGE      | 141,58  |
| Variation Jour     | 0,30 %  |
| Variation annuelle | 23,28 % |

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



| Actions                                           | Niveau             | Evol. Jour |
|---------------------------------------------------|--------------------|------------|
| Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits) | 13 084 172 922 954 | 0,59 %     |
| Volume échangé (Actions & Droits)                 | 777 775            | -33,87 %   |
| Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)        | 1 281 994 073      | 1,57 %     |
| Nombre de titres transigés                        | 45                 | 0,00 %     |
| Nombre de titres en hausse                        | 21                 | 5,00 %     |
| Nombre de titres en baisse                        | 17                 | 13,33 %    |
| Nombre de titres inchangés                        | 7                  | -30,00 %   |

| Obligations                     | Niveau             | Evol. Jour |
|---------------------------------|--------------------|------------|
| Capitalisation boursière (FCFA) | 10 914 175 841 155 | 0,04 %     |
| Volume échangé                  | 13 967             | -87,33 %   |
| Valeur transigée (FCFA)         | 128 746 300        | -88,21 %   |
| Nombre de titres transigés      | 10                 | 100,00 %   |
| Nombre de titres en hausse      | 4                  | 33,33 %    |
| Nombre de titres en baisse      | 2                  | 0,00 %     |
| Nombre de titres inchangés      | 4                  |            |

PLUS FORTES HAUSSES

PLUS FORTES BAISSSES

| Titres                           | Cours | Evol. Jour | Evol. annuelle |
|----------------------------------|-------|------------|----------------|
| SERVAIR ABIDJAN CI (ABJC)        | 2 365 | 7,50 %     | 24,47 %        |
| SAFCA CI (SAFC)                  | 2 960 | 7,44 %     | 311,11 %       |
| CFAO MOTORS CI (CFAC)            | 1 880 | 7,43 %     | 213,33 %       |
| ECOBANK TRANS. INCORP. TG (ETIT) | 22    | 4,76 %     | 37,50 %        |
| BERNABE CI (BNBC)                | 1 900 | 4,40 %     | 78,40 %        |

| Titres                        | Cours | Evol. Jour | Evol. annuelle |
|-------------------------------|-------|------------|----------------|
| AIR LIQUIDE CI (SIVC)         | 670   | -5,63 %    | 34,00 %        |
| UNIWAX CI (UNXC)              | 1 870 | -5,08 %    | 356,10 %       |
| VIVO ENERGY CI (SHEC)         | 1 190 | -4,80 %    | 35,23 %        |
| BANK OF AFRICA SENEGAL (BOAS) | 5 365 | -2,10 %    | 70,32 %        |
| SMB CI (SMBC)                 | 9 610 | -1,89 %    | 11,68 %        |

INDICES PAR COMPARTIMENT

| Base = 100 au 02 janvier 2023 | Nombre de sociétés | Valeur | Evol. Jour | Evol. annuelle | Volume  | Valeur      | PER moyen |
|-------------------------------|--------------------|--------|------------|----------------|---------|-------------|-----------|
| BRVM-PRESTIGE                 | 10                 | 141,58 | 0,30 %     | 23,28 %        | 35 588  | 519 187 220 | 10,73     |
| BRVM-PRINCIPAL (**)           | 37                 | 207,16 | 0,62 %     | 50,00 %        | 742 187 | 762 806 853 | 16,90     |

INDICES SECTORIELS ANCIENS

| Base = 100 au 14 juin 1999 | Nombre de sociétés | Valeur | Evol. Jour | Evol. annuelle | Volume  | Valeur      | PER moyen |
|----------------------------|--------------------|--------|------------|----------------|---------|-------------|-----------|
| BRVM - INDUSTRIE (**)      | 11                 | 213,19 | -0,56 %    | 81,65 %        | 26 769  | 67 996 700  | 9,76      |
| BRVM - SERVICES PUBLICS    | 5                  | 749,58 | 0,90 %     | -1,88 %        | 14 653  | 199 369 350 | 10,19     |
| BRVM - FINANCES            | 16                 | 141,96 | 0,23 %     | 39,52 %        | 640 106 | 769 768 518 | 9,05      |
| BRVM - TRANSPORT           | 1                  | 354,92 | 0,00 %     | 8,02 %         | 13 292  | 19 357 675  | 3,75      |
| BRVM - AGRICULTURE         | 5                  | 369,38 | 0,20 %     | 87,44 %        | 38 820  | 129 957 365 | 11,92     |
| BRVM - DISTRIBUTION        | 7                  | 546,03 | 3,40 %     | 62,86 %        | 42 693  | 91 973 970  | 71,43     |
| BRVM - AUTRES SECTEURS     | 2                  | 620,29 | 0,28 %     | -4,49 %        | 1 442   | 3 570 495   | 9,28      |

INDICES SECTORIELS NOUVEAUX

| Base = 100 au 02 janvier 2025       | Nombre de sociétés | Valeur | Evol. Jour | Evol. annuelle | Volume  | Valeur      | PER moyen |
|-------------------------------------|--------------------|--------|------------|----------------|---------|-------------|-----------|
| BRVM - TELECOMMUNICATIONS           | 3                  | 97,63  | 0,94 %     | -2,37 %        | 10 976  | 188 215 905 | 10,05     |
| BRVM - CONSOMMATION DISCRETIONNAIRE | 7                  | 201,48 | 4,51 %     | 101,48 %       | 41 521  | 91 451 945  | 88,50     |
| BRVM - SERVICES FINANCIERS          | 16                 | 139,51 | 0,22 %     | 39,51 %        | 640 106 | 769 768 518 | 9,05      |
| BRVM - CONSOMMATION DE BASE (**)    | 9                  | 189,99 | -0,17 %    | 89,99 %        | 40 512  | 161 188 535 | 10,94     |
| BRVM - INDUSTRIELS                  | 6                  | 126,95 | 0,24 %     | 26,95 %        | 32 233  | 39 160 385  | 4,80      |
| BRVM - ENERGIE                      | 4                  | 107,83 | -0,83 %    | 7,83 %         | 8 750   | 21 055 340  | 13,22     |
| BRVM - SERVICES PUBLICS             | 2                  | 112,45 | -0,23 %    | 12,45 %        | 3 677   | 11 153 445  | 9,91      |

## Notation

### Moody's maintient la note de la France, mais en perspective négative

**L'agence de notation Moody's a pris une position moins virulente que Fitch et S&P, en maintenant la note de la France à Aa3 mais en la plaçant sous perspective négative.**

La sentence est tombée, en plein débats budgétaires. L'agence de notation Moody's a rendu vendredi soir son verdict en plaçant sous perspective négative la note de la France, qui reste néanmoins en Aa3 (haute qualité). Moody's justifie cette décision en raison de l'instabilité politique du pays, qui pourrait selon elle entraver la lutte contre les déficits publics et l'endettement. Avec cet abaissement de perspective, Moody's explique vouloir refléter «les risques croissants d'un affaiblissement des institutions et de la gouvernance en France, ainsi que d'un recul partiel des réformes structurelles». Elle souligne le risque de «fragmentation durable du paysage politique du pays», qui risque «de nuire au fonctionnement des institutions», avec des gouvernements «continuant à lutter pour obtenir une majorité parlementaire». Une incapacité à obtenir des lois qui règlent «efficacement les défis affaiblirait les ins-



tutions du pays», poursuit-elle. «En l'absence de budgets qui contiendraient (efficacement) les dépenses ou augmenteraient les recettes, le déficit resterait plus large et plus durable que ce que nous prévoyons actuellement», souligne l'agence. Pour le ministre de l'Économie, Roland Lescure, la décision de Moody's «témoigne de l'absolue nécessité de construire un chemin collectif vers un compromis budgétaire». Moody's est la quatrième en un mois et demi à apprécier la note souveraine française, les trois autres l'ayant pour leur part abaissée d'un cran. Fitch, le 12 septembre, a abaissé la

note de AA- (dette de bonne qualité) à A+ (dette de qualité moyenne supérieure). S&P Global a fait de même vendredi dernier. Mornings-tar DBRS avait également abaissé la note française en septembre. Toutes soulignent l'instabilité politique depuis la dissolution, qui pèse sur les finances publiques et paralyse partiellement deux moteurs de croissance, la consommation des ménages — leur taux d'épargne atteignant 18,9% de leur revenu au deuxième trimestre — et les investissements, qui ont baissé en 2024 de 5,6% pour les ménages, selon l'Insee, et de 2,4% pour les entreprises.

*Avec latribune.fr*

## Inflation à 3 % aux États-Unis

### Les marchés parient sur une nouvelle baisse des taux

**L'inflation a accéléré à 3 % sur un an en septembre aux États-Unis, selon l'indice CPI, un chiffre moins fort que prévu. Cette donnée est perçue par les investisseurs comme une confirmation que la Réserve fédérale (Fed) va poursuivre son assouplissement monétaire dans les mois à venir.**

L'inflation américaine s'inscrit dans la durée au-dessus de l'objectif de 2 % voulu par la Fed. Les prix à la consommation ont continué à accélérer sur un an en septembre aux États-Unis, à désormais 3 % contre 2,9 % un mois plus tôt, selon l'indice CPI publié ce vendredi par le département du Travail. Les analystes tablaient sur une hausse un peu plus forte, à 3,1%. Après l'annonce de ces chiffres, le Dow Jones évoluait en hausse (0,89% à 17h) tandis que le Nasdaq prenait 1,13%. Les marchés sont convaincus que la Réserve fédérale va continuer son assouplissement monétaire dans les mois à venir. «L'inflation reste clairement un sujet d'inquiétude en particulier concernant la possible décision de la Réserve fédérale de réduire de nouveau ses taux», a déclaré auprès de l'AFP Adam Sahrn, analyste auprès de 50 Park Investment. Mais «il aurait fallu un rapport beaucoup plus pessimiste pour dissuader la Réserve fédérale de baisser ses taux lors de sa réunion» prévue la semaine prochaine, commente auprès



de l'AFP Art Hogan, de B. Riley Wealth Management.

#### Réunion de la Fed mardi et mercredi

Le Comité de politique monétaire de la Fed (FOMC) doit en effet se réunir mardi et mercredi, les marchés anticipant une nouvelle baisse de 0,25 point, qui porterait ses taux directeurs dans une fourchette prévue entre 3,75 % et 4 %, selon l'outil de veille de CME, FedWatch. «Bien que le taux d'inflation annuel de 3 % soit encore bien supérieur» à l'objectif à long-terme de 2 % fixé par l'institution monétaire, celle-ci a «clairement indiqué son intention de défendre son mandat de plein emploi, ce qui est une bonne nouvelle pour le marché», ajoute Art Hogan.

#### Une baisse d'un quart de point la semaine prochaine ?

Sur un mois, les prix à la

consommation ont légèrement décéléré, à 0,3 %, contre 0,4 % au mois d'août, malgré une hausse des prix de l'énergie. Ils viennent ainsi s'établir en deçà des anticipations des analystes, qui s'attendaient à 0,4 % de hausse, selon le consensus publié par briefing.com. L'inflation dite sous-jacente, c'est-à-dire excluant les éléments considérés comme volatils que représentent l'alimentation et l'énergie, est également en légère décélération sur un mois, à 0,2 %, ainsi que sur un an, à 3 % (contre 3,1 % un mois plus tôt). Jeudi dernier, un des responsables de la Fed, Christopher Waller, s'est dit favorable à une baisse des taux directeurs d'un quart de point à la fin du mois. «Selon les données dont je dispose au sujet du marché du travail, je pense que le comité (de la Fed fixant les taux directeurs NDLR) devrait abaisser une nouvelle fois les taux d'un quart de point», a-t-il déclaré lors d'un événement organisé à New York. Pour rappel, la Fed a abaissé ses taux pour la première fois de l'année en septembre, d'un quart de point.

*(Avec AFP)*

## L'ÉCO EN BREF

### Trump rompt les négociations commerciales avec le Canada

Donald Trump a décidé de rompre immédiatement les négociations commerciales avec le Canada, accusant une nouvelle fois vendredi les autorités canadiennes d'avoir déformé les propos de l'ex-président républicain Ronald Reagan dans une campagne publicitaire contre la hausse des droits de douane entre les deux pays. Il s'agit d'un revirement soudain alors qu'un accord commercial entre Ottawa et Washington portant sur l'acier, l'alu-

minium et l'énergie semblait pouvoir être conclu, selon le Globe and Mail, avant la rencontre prévue entre le Premier ministre canadien Mark

Carney et Donald Trump lors du sommet de la Coopération économique Asie-Pacifique (Apec) à la fin du mois en Corée du Sud.



### France : la valeur des participations de l'État progresse cette année, selon un rapport

La valorisation du portefeuille de participations de l'État français atteignait 209,1 milliards d'euros à la mi-2025, en augmentation de 16,4 % sur un an, selon un rapport de l'Agence

des participations de l'État (APE). L'APE, bras armé du

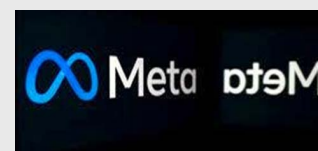


gouvernement en matière d'investissements, est présente dans 86 entreprises françaises. Parmi les plus importantes se trouvent Thales, Safran, Airbus, Air France-KLM, Renault ou Orange.

### Meta supprime 600 emplois au sein de sa division IA

La décision de Meta vise à répondre à son «gonflement organisationnel», après une campagne de recrutement considérable. Le groupe Meta (Facebook, Instagram) a décidé de supprimer quelque 600 postes au sein de sa division consacrée à l'intelligence artificielle (IA) afin de rationaliser ses opérations après une importante campagne de recrutement, ont rapporté des médias américains mercredi. La décision de Meta vise selon le «New York Times» à répondre à son «gonflement organisationnel», après une campagne de recrutement considérable organisée pour renforcer ses moyens en matière

d'IA. Selon le Wall Street Journal, beaucoup des employés touchés par cette mesure pourraient rester chez Meta en changeant de poste. Les deux quotidiens se sont appuyés sur une note envoyée par le directeur général de l'IA chez Meta, Alexandr Wang, selon qui ces suppressions d'emploi feront que «moins de discussions seront nécessaires pour prendre des décisions». Contacté, Meta n'a pas répondu aux sollicitations de l'AFP. Le groupe de Mark Zuckerberg investit massivement dans l'IA, son patron



souhaitant regagner du terrain face à ses concurrents dans la course à la «superintelligence», technologie hypothétique aux capacités cognitives supérieures à celles des humains, graal de la Silicon Valley californienne. Mi-septembre, Meta a dévoilé des lunettes connectées intégrant un écran dans les verres et des fonctions IA étendues, poursuivant son pari sur la fusion entre monde réel et virtuel. Le groupe avait annoncé en août le lancement en Californie d'un organisme destiné à financer les candidats locaux favorables à une régulation moins stricte de l'IA face à la concurrence chinoise.

*(afp)*

### Budget : «2026 ne doit pas être une année de perdue pour la France», avertit Lecornu face aux députés

L'année 2026 «ne doit pas être une année de perdue pour la France», a prévenu vendredi le Premier

ministre Sébastien Lecornu en ouverture des débats budgétaires à l'Assemblée nationale, estimant que le budget gouvernemental était

«imparfait» et qu'il est prêt à un «débat ouvert» pour le modifier. «Bien des sujets seront tranchés par les Français en 2027. D'ici là, ne compromettons pas l'avenir du pays», a dit le chef du gouvernement, assurant que l'année 2026 devait «nous permettre d'avancer», alors que le Parti socialiste continue de le menacer de censure.



*(Sélection AFP et Reuters)*

## Economie

## Aider les pays en développement à se libérer du poids de la dette

Plus de trois milliards de personnes dans le monde vivent dans des économies contraintes de dépenser davantage pour le remboursement de la dette que pour la santé ou l'éducation. Pour aider les pays en développement à se libérer du poids d'une dette insoutenable, un nouveau forum, soutenu par l'ONU, a été inauguré mercredi.

Le « Forum de Séville sur la dette » favorisera des prêts plus équitables, une restructuration plus rapide et une réforme à long terme du système financier établi après la Seconde guerre mondiale. Accueilli par l'Espagne et soutenu par les Nations Unies, ce forum vise à maintenir l'attention mondiale sur la crise de la dette tout en traduisant en actions concrètes les engagements fermes pris lors de la quatrième Conférence internationale sur le financement du développement (FFD4) en juin à Séville. Gouvernements, ministres des Finances et créanciers des pays développés et en développement participeront à ce que le Secrétaire général de l'ONU appelle « un dialogue mondial sur la dette », qui vise à garantir la justice financière et à assurer que l'emprunt profite aux économies en développement au lieu de les



défavoriser. « Les pays en développement dépensent 1.400 milliards de dollars par an pour le service de la dette », a déclaré António Guterres lors de l'inauguration du forum à Genève. « 3,4 milliards de personnes vivent dans des pays qui consacrent plus d'argent au service de la dette qu'à la santé ou à l'éducation. Les pays ne devraient jamais avoir à choisir entre le service de leur dette et le service à leur population », a-t-il ajouté.

#### Pour une finance mondiale plus juste

Le nouveau forum soutiendra également l'Engagement de Séville, une feuille

de route ambitieuse adoptée lors de la conférence FFD4 pour rendre la finance mondiale plus juste et plus durable. Ce document définit des plans visant à réduire les coûts d'emprunt, à permettre une restructuration rapide et équitable de la dette, et à renforcer la transparence et la responsabilité. Un forum des emprunteurs, lancé à Séville en juillet, doit également aider les pays surendettés à coordonner leurs efforts, à partager leur expertise juridique et technique, et à faire entendre leur voix dans un système longtemps dominé par les grands prêteurs.

#### Envolée de la dette

Le processus de Séville, qui comprend l'Engagement et le Programme d'action, reflète une préoccupation croissante quant au fait que l'envolée de la dette compromet les progrès vers la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) d'ici à l'échéance de 2030. Plus de 60 pays en développement consacrent désormais au moins 10 % de leurs recettes publiques au paiement des intérêts, tandis que nombre d'entre eux voient leur accès à un crédit abordable diminuer. Dans le contexte de ce nouveau cadre, les pays s'efforceront d'élaborer des principes communs pour des emprunts et des prêts responsables, de renforcer

les mécanismes de prévention des crises et d'explorer la réforme de l'architecture mondiale de la dette, longtemps considérée comme obsolète et fragmentée. « Le Forum de Séville sur la dette contribuera à instaurer la justice financière dont les populations et les pays ont besoin et qu'ils méritent », a affirmé M. Guterres. « Les Nations Unies sont fières de participer à cet effort ».

#### Multiplication des barrières commerciales

A Genève, le Secrétaire général a aussi pris la parole devant une session plénière d'ONU Commerce et développement (CNUCED), qui fête cette année ses 60 ans. « La CNUCED est née de



la volonté des pays en développement de faire entendre leur voix dans un système conçu sans eux. Depuis, vous les avez accompagnés et avez soutenu leurs appels en faveur d'une plus grande équité. Nous devons poursuivre ce travail essentiel et veiller à ce que tous les pays puissent tirer parti du potentiel offert par le commerce et le développement pour faire avancer leurs économies », a-t-il dit dans un discours. Il observé que les barrières commerciales se multiplient, certains pays les moins avancés étant confrontés à des droits de douane exorbitants de 40 %, alors qu'ils représentent à peine 1 % des échanges commerciaux mondiaux. « Le protectionnisme est peut-être inévitable dans certaines situations, mais il devrait au moins être rationnel », a ajouté M. Guterres.

Avec news.un.org

## HOROSCOPE finance

**Bélier** Plusieurs planètes bénéfiques feront passer votre situation matérielle au premier plan. Vous pourrez équilibrer votre budget et même accroître votre pouvoir d'achat.

**Taureau** Votre sens de l'opportunité, bien aiguisé par l'action de Mercure, vous permettra de compter sur une certaine chance financière. Mais prenez garde à ne pas sortir de la légalité, et sachez refuser les offres douteuses sur ce plan.

**Gémeaux** Peut-être serez-vous sur le point de renoncer à des avantages matériels ou financiers pour vous épanouir dans la voie que vous avez choisie ? A moins que vous n'envisagiez à plus ou moins long terme d'acheter un appartement ou une maison ? Dans tous les cas, vous aurez avantage à rechercher les conseils avisés pour réorganiser votre patrimoine et trouver les meilleurs moyens de faire fructifier vos ressources.

**Cancer** Vous devrez être très prudent en ce qui concerne vos finances ; ne plaisantez pas sur ce sujet et surtout ne contractez pas de dettes. De nombreuses activités liées aux finances seront particulièrement favorisées cette fois, notamment le commerce et les voyages. Des transactions immobilières pourront enfin aboutir comme vous le souhaitiez.

**Lion** Vos intérêts financiers seront stimulés, et vous devrez faire tout ce qui est en votre pouvoir pour consolider votre position matérielle. Les placements seront profitables pour vous ; mais il faudra être prudent et prévoyant, bien faire vos comptes et ne jamais outrepasser vos possibilités.

**Vierge** Subissant les influx planétaires euphorisants dans leur ensemble, vous songerez plutôt au meilleur moyen de dépenser agréablement votre argent. Et si vous êtes à sec, vous trouverez des arguments très convaincants pour persuader vos proches de vous dépanner. Soyez à l'affût des bonnes affaires. Mais évitez absolument les opérations boursières risquées au cours de cette journée.

**Balance** Vous verrez loin en matière financière ! Eh oui, vous élaborerez une stratégie à long terme afin de consolider progressivement votre situation matérielle, grâce à d'habiles placements. Voilà qui devrait donner d'excellents résultats. De plus, vous serez en mesure d'effectuer des transactions profitables.

**Scorpion** Vu ces aspects contraires de Saturne, il existe certainement des risques pour vous sur le plan financier. Soyez très prudent dans le maniement de l'argent, que celui-ci soit à vous ou appartienne aux autres. Il faudra vous confiner dans le réalisme le plus strict et éviter les spéculations n'offrant pas suffisamment de garantie. Ne faites aucune dépense importante ou inhabituelle aujourd'hui, car vous la regretterez.

**Capricorne** A cause des aspects explosifs que Mars formera dans votre Ciel natal aujourd'hui, vous vous trouverez sur des sables mouvants en ce qui concerne le côté pécuniaire de votre existence. Vous devrez adopter de sévères mesures d'économie et de discipline afin de maintenir les acquis ou de consolider votre situation présente.

**Sagittaire** Votre situation financière se présentera sous les meilleurs auspices. Vous réussirez à maîtriser votre frénésie de dépenses tout en gérant efficacement vos ressources matérielles. Vous pourrez effectuer les transactions les plus profitables en ce moment.

**Verseau** Jupiter, planète de chance, vous prodiguera sa bienveillante protection et vous offrira des possibilités financières amplifiées. Vous serez particulièrement habile dans vos transactions diverses. Une certaine chance aux jeux de bluff, tel le poker, vous sera accordée.

**Poisson** Vous bénéficierez d'une chance pécuniaire insolente ! L'argent affluera sur votre compte en banque. Les astres mettront en commun leurs forces pour vous rendre avisé, charmeur, bref, pour vous transformer en un fin limier de la finance. Cependant, si votre gain est le résultat d'un travail en équipe, veillez à ce qu'il soit équitablement partagé.

## L'économiste

Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC  
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières  
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »  
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207  
Adresse : Rue Entreprise de l'Union, en face de la Pharmacie des Roses – Agoè Télessou  
Email : contact@leconomistedutogo.tg  
Site web : www.leconomistedutogo.tg  
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

### Directeur Général

Léonard DOSSOU  
(+228 96 26 05 15)

### Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE  
(+228 91 46 14 79)

### Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A  
(+228 90 16 47 09)

### Rédacteur en Chef

Joël YANCLO  
(+228 97 78 79 07)

### Rédacteurs

Hélène MARTELOT

Nicole ESSO

Junior AREDOLO

Vivien ATAHPABEM

Wilson LAWSON

### Directeur Commercial

Eli DEKOU  
(+228 92 10 93 53)

### Correcteur

Michel Yao AYEVA

### Graphiste

A.Koffivi. AMOUZOUKPE

UNION ÉCONOMIQUE ET  
MONÉTAIRE OUEST AFRICAINE



VISION  
PROSPECTIVE  
**UEMOA**  
**2040**

*Huit pays, un destin commun*

Campagne de commercialisation du soja 2025-2026

La vente de la graine officialisée à 220 FCFA le kilogramme

Le prix d'un kilogramme de la gaine de soja pour la campagne 2025-2026 est de 220F CFA brochant (prix officiel, mais qui peut être revue légèrement à la hausse par le paysan). L'information a été portée à la connaissance du public le jeudi 23 octobre à Lomé lors de la 7<sup>e</sup> édition du lancement officiel de la campagne de commercialisation du soja et ses produits dérivés.

La cérémonie de lancement est une initiative du Conseil interprofessionnel de la filière soja du Togo (CIFS-Togo) en collaboration avec le gouvernement togolais. Placée sous le thème : « quelle stratégie de productivité et de durabilité dans un contexte de marchés concurrentiels ? », cette édition a bénéficié de l'appui de Mediterranean shipping company (MSC), une compagnie spécialisée dans le transport maritime. L'activité a permis d'officialiser la vente du soja pour le compte de la campagne 2025-2026. Les trois familles professionnelles de la filière soja, acteurs clés à savoir la Fédération nationale des coopératives productrices de soja (FNCP), l'Association togolaise des transformateurs de soja (ATTS) et l'Association nationale des commerçants-exportateurs du soja (ANCES) se sont concertés sur ce prix avant le lancement. Elles se sont convenus du prix du kilogramme de la graine à 220 F CFA contre 250 F CFA la campagne dernière et du volume de soja à commercialiser (200 000 tonnes). Cette baisse s'explique selon le président de CIFS-Togo, Koriko Mounirou, par la tendance baissière du prix à l'international. Des



accords interprofessionnels ont été signés par les premiers responsables des trois familles. A travers ces accords, les signataires se sont mis d'accord sur le volume de soja à vendre, le prix, les documents d'acheminement, les postes de vérification, ainsi que les dispositions pour la réussite de cette campagne. Le directeur de cabinet du ministre délégué auprès du ministre de l'Economie chargé du Commerce et du Contrôle de la Qualité, Vinyo Koffi a reconnu que la filière fait face ces dernières années à une concurrence internationale et à de nombreux défis. Il a souligné la nécessité d'une remobilisation des partenaires publics et privés pour accroître les superficies cultivables, faciliter l'accès aux intrants et aux financements ; améliorer la productivité et le rendement. Le directeur a invité les acteurs du secteur à plus d'engagement, au respect

des dispositions réglementaires et accords professionnels et l'exécution responsable des différents contrats d'affaires. M.Koriko a relevé quelques ambitions du CIFS-Togo. Le Conseil, dit-il, compte, entre autres, stabiliser le marché par des mécanismes transparents et justes, afin de sécuriser durablement le revenu des producteurs ; renforcer les capacités financières des commerçants et transformateurs, notamment grâce à des mécanismes innovants d'accès au crédit et à l'investissement, consolider la gouvernance de la filière, à travers une organisation solide, unie et proactive. Il a sollicité du gouvernement, la poursuite et le renforcement des mesures d'accompagnement. Le président a convié les acteurs à faire de la filière soja, un symbole de fierté nationale, de développement économique, de durabilité et de compétitivité.

Avec ATOP/BV/AR

Tchaoudjo

La campagne de réparation gratuite des fistules obstétricales lancée à Sokodé

Le ministère en charge de la Santé, en partenariat avec le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA), a lancé officiellement, le vendredi 17 octobre à Sokodé, une campagne de prise en charge chirurgicale gratuite des fistules obstétricales (FO).

Démarrée le lundi 13 octobre, cette campagne se déroule au CHR-Sokodé, la structure hospitalière qui abrite le centre national de référence de prise en charge des fistules. Elle permettra non seulement de réparer les cas de FO jusqu'au 22 octobre, mais aussi de sensibiliser les communautés, de renforcer les capacités du personnel soignant et de promouvoir le respect des droits des femmes en matière de santé. La FO est la constitution d'une communication anormale entre la vessie et le vagin ou entre la vessie et le rectum chez la femme après l'accouchement, ce qui engendre des pertes d'urine. Le secrétaire général du ministère en charge de la Santé, Wotobé Kokou a souligné que la lutte pour l'élimination des FO est l'une des priorités du gouvernement. Il a précisé que cette maladie est l'une des plus graves conséquences d'un accouchement difficile et prolongé sans assistance médicale adéquate. « Elle prive des milliers de femmes de leur dignité, les expose à la douleur, à l'exclusion, et compromet leur bien-être. Chaque femme touchée est



une mère, une épouse, une sœur dont la vie est brisée par une pathologie évitable et curable », a-t-il confié. Convaincu que la meilleure stratégie de lutte passe par la prévention de la pathologie, la représentante-résidente de l'UNFPA au Togo, Elise Kakam appelle à une meilleure organisation à la base pour l'identification précoce des complications de la grossesse puis leur transfert vers les centres de santé. Elle exhorte aussi à la promotion des systèmes d'entraide mutuelle, en ce moment où, à l'en croire, ces formes de solidarité traditionnelle qui constituaient dans le passé une valeur pour les africains, tendent à disparaître. Mme Kakam a réitéré la disponibilité de l'UNFPA à poursuivre son appui aux initiatives gouvernementales visant l'amélioration de la santé maternelle au Togo. Le secrétaire général du Conseil de la région Centrale, Bassowa

Bama Kafessina, représentant le préfet de Tchaoudjo, et le directeur régional de la Santé, Dr N'Djao Akawulu ont appelé tous à relayer l'information et à encourager les femmes concernées à se faire traiter. Pour eux, aucune femme ne doit souffrir alors que la guérison est possible. Le lancement de cette campagne est marqué par un sketch de sensibilisation et des témoignages émouvants des femmes guéries des FO. La cérémonie a pris fin par la visite des femmes opérées qui ont reçu des kits de prise en charge. Les femmes malades se réjouissent de ces opérations qui leur permettent de recouvrer leur dignité. « C'est depuis trois ans que je vis avec cette maladie qui m'empêchait de rester parmi les gens à cause des pertes d'urine », témoigne une bénéficiaire de cette intervention chirurgicale.

Avec ATOP/JAE/MEK/FD

Santé / Prise en charge du diabète

Des prestataires de soins formés sur l'éducation thérapeutique du patient

Une cinquantaine de prestataires de santé, notamment des médecins généralistes, pharmaciens, paramédicaux, éducateurs du diabète et pairs éducateurs du Grand Lomé prennent part, du 17 octobre au 03 novembre à Lomé, à un atelier de formation sur l'éducation thérapeutique du patient diabétique de type 2.

La formation est organisée par l'ONG Mutualistes sans frontières, en collaboration avec la division de la surveillance des maladies non transmissibles. L'objectif est de permettre aux soignants de mieux accompagner les patients dans la gestion quotidienne de leur diabète. L'activité s'inscrit dans le cadre du projet « Maison du diabète », qui est un dispositif d'accueil de patients atteints de diabète de type 2 et de type gestationnel. Le but de ce projet est de favoriser la prévention des risques sanitaires liés au diabète ainsi que de développer un parcours de prévention et d'accompagnement en collaboration avec les professionnels de santé et spécialistes français et togolais. Le projet « Maison du diabète » est porté par le



Comité de développement de Bè, le Centre communautaire de Bè, les mairies du Golfe, la Maison du diabète et des risques cardiovasculaires des Alpes-Maritimes et Mutualistes Sans Frontières. Durant ces jours de travaux, les prestataires vont comprendre mieux la physiopathologie et les facteurs de risque du diabète, maîtriser les protocoles nationaux de dépistage et de suivi, approfondir leurs connaissances sur l'Education thérapeutique du patient (ETP). A travers cette formation, ils seront bien outillés pour accompagner les com-

munités dans la promotion de modes de vie sains. La formation est assurée par Dr Serges Kodjo, endocrinologue, diabétologue et nutritionniste au CHU Sylvanus Olympio et Mme Patricia Cohen Solal, infirmière diplômée d'Etat (IDE) et diététicienne de Nice (France).

**L'éducation thérapeutique, une partie intégrante de la prise en charge du patient**

Selon l'enquête STEPS 2021, au sein de la population de 18

à 69 ans, la prévalence du diabète est de 4,9%. Face à ce constat, l'éducation thérapeutique du patient diabétique s'affirme comme une stratégie centrale pour améliorer la prise en charge, favoriser l'autonomie des malades et prévenir les complications. Pour Dr Serges Kodjo, l'éducation thérapeutique ne consiste pas seulement en un « cours » donné au patient, mais en un dialogue, en co-construction d'un projet de soin avec le

patient, en prenant en compte ses priorités, ses contraintes, ses ressources. « Le prestataire de soins doit donner au patient des connaissances sur sa maladie (type de diabète, complications possibles, rôle de l'alimentation, de l'exercice, des traitements) et lui transmettre des compétences pour gérer sa vie quotidienne et surtout encourager une posture d'acteur de sa santé », indique-t-il. L'ETP, renchérit Mme Patricia Cohen Solal, permet d'améliorer la qualité

de vie des personnes atteintes de diabète, de réduire le nombre de complications du diabète en améliorant l'équilibre glycémique et le suivi. « L'éducation thérapeutique c'est un outil incontournable de la prise en charge des maladies chroniques, nécessaire à la motivation et à l'acquisition de connaissances, de compétences et d'attitudes appropriées par le patient », a précisé Mme Cohen Solal.

Avec ATOP/AO/KYA

Opportunités !!!

**Chambres meublées, spacieuses et climatisées sises à Cotonou – Sikecodji - non loin de l'Etoile Rouge.**

**Meilleurs tarifs avec une bonne connexion internet.**

**Appeler le : (+229) 69 19 08 80 / 60 91 78 00 / 97 14 85 43.**

NOUVEAU TARIF  
Format 33 cl

BIG  
BOSS  
PILS



18

\*Prix de vente détail conseillé • \*Abus dangereux pour la santé. A boire avec modération.



Verre consigne 33

# LA MEILLEURE QUALITÉ AU JUSTE PRIX!

350  
FCFA  
BOUTEILLE  
33 CL

